

## RAPPORT

**1. Analyse du sujet**

Le sujet visait davantage à jauger la capacité d'un(e) candidat(e) à s'emparer des grandes questions d'actualité en faisant état du débat engagé par Keynes sur la situation du capitalisme en son temps (mais en le reportant aux difficultés de la période actuelle, bien entendu) et à mener une réflexion sur son « efficacité » économique, sociale et politique ... plutôt qu'à réciter des fiches/résumés du « modèle d'équilibre général de Walras » (même sous sa version axiomatique d'Arrow/Debreu), de quelques grands auteurs d'économie (ou même de sociologie, auteurs qui ont parfois été alignés sans le moindre rapport explicite avec la réflexion demandée), ou tout simplement à aligner des morceaux du « prêt à penser » appliqué aux « causes de la crise actuelle » ... dont les caractéristiques majeures ne sont le plus souvent même pas précisées. La « récitation » était alors, bien entendu, majoritairement d'orientation néo-classique ce qui ne semblait pas l'orientation fondamentalement espérée vu l'auteur abordé. Il s'avère que ce travers (attendu) est rencontré dans plus de 2/3 des copies, les candidat(e)s contournant simplement la citation pour réciter ce qu'ils(elles) ont appris en pensant s'approcher du questionnement induit par la citation mais sans jamais justifier le lien logique avec lui. Les quelques efforts produits pour rapprocher périodiquement (voire épisodiquement) les éléments de cours récités de quelques passages de la citation présentée ont toutefois permis d'attribuer la note moyenne, sous réserve que l'expression soit correcte et qu'un minimum de problématique explicite ait été formulée puis respectée par l'annonce d'un plan correctement agencé en deux ou trois parties ménageant quelques paragraphes de subdivisions. De multiples plans étaient possibles, tous étaient acceptés sous réserve qu'ils soient logiques et que leur annonce soit respectée dans le corps du développement.

**2. Quelques manifestations actuelles des vices de fonctionnement du capitalisme**

Et pourtant ces grandes questions d'actualité ne manquent pas : de la crise immobilière (qu'il convient de décrire un minimum) initiée en 2007 au Etats-Unis d'Amérique, mais également en Europe (au Royaume-Uni et en Espagne notamment, la France étant sur ce point relativement épargnée), à l'origine d'une crise financière à travers l'effondrement des cours des titres dits des « *subprimes* » entraînant les marchés des valeurs mobilières vers un nouveau krach (il pouvait être utile de rappeler que, de crise en crise le capitalisme ne semble pas se renforcer, le précédent avatar datant des années 2000/2001 et son « e-krach », avant que les capitaux spéculatifs ne se dirigent vers les prêts immobiliers pour mieux « sauter » six ans après, seulement), qui débouche sur une crise que l'on peut qualifier de bancaire que l'on voit poindre dès l'automne 2008, provoquant des restrictions de crédit (notamment des prêts interbancaires) et



menant à un assèchement relatif de la masse monétaire (*credit crunch*), entraînant des faillites des entreprises les plus fragiles en matière de besoin de financement, mais également la perte du logement pour les ménages les plus endettés qui voient leur revenus diminuer du fait des suppressions d'emploi etc. Et qui obligent les Etats à intervenir massivement pour «sauver le marché» pourtant censé s'autoréguler, soit en accordant des prêts garantis et à taux très faibles (de l'ordre de 1% annuel) aux banques manquant brutalement de liquidités du fait de la perte de confiance généralisée (ou par l'action des banques centrales telle la Banque de réserve fédérale de New-York qui rachète mi-mars 2008 *Bear Stern* via *JP Morgan Chase* dont elle garantit les emprunts), soit en les nationalisant comme ce fut le cas ... au Royaume-Uni (voir le sauvetage de Northern Rock, nationalisée en septembre 2007) et aux Etats-Unis d'Amérique (quasi nationalisation, en juillet 2008, des deux organismes de réassurance dans le domaine des prêts immobiliers, *Fannie Mae* et *Freddy Mac*. Sur tous ces points on pourra se référer par exemple à l'ouvrage de Paul Jorion : *La crise ; des subprimes au séisme financier planétaire*, Fayard, 2008, en particulier des pages 71 à 99), deux pays pourtant présentés comme les modèles du capitalisme et de l'économie de marché libéralisée. Soit encore en aidant massivement certaines industries, dont l'automobile aux États-Unis d'Amérique pour sauver des centaines de milliers d'emplois menacés et, au passage, ne pas alourdir le déficit commercial. Les solutions préconisées par Keynes reviendraient-elles en grâce, légitimant les plans de relance quitte à accentuer les déficits budgétaires ? À ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que les gouvernements japonais successifs pratiquent ce type de politique de relance depuis près de deux décennies (mais plutôt orientées vers le soutien des grandes entreprises exportatrices) et que la dette publique cumulée y atteint plus de 200% du PIB courant. Mais il est vrai que celle-ci est essentiellement financée par une épargne intérieure très élevée. Les récentes mesures de politique économique du gouvernement de Yukio Hatoyama (Pardi démocrate du Japon, situé au centre-gauche) visent justement à substituer la consommation intérieure des ménages aux exportations comme moteur de la reprise.

### 3. La place de Keynes dans l'histoire de la pensée économique (et politique).

Il fallait également démontrer par l'orientation de sa réflexion que l'on avait quelque connaissance de la pensée d'un auteur explicitement au programme, et ce dans les trois domaines : économique, social et politique (même si sur ce dernier point l'attente était moindre, on pouvait au moins rappeler que Keynes se définissait lui-même comme un «libéral», au sens anglo-saxon et politique du terme : cf. le titre d'un article/prise de position de l'auteur daté de 1925 : *Am I a Liberal ?*). Il évoque bien dans cette citation le «capitalisme comme régime souhaitable ou condamnable en soi» : on devait donc se questionner sur le sens de cette expression «régime», qui pouvait évoquer une prise de position au-delà du seul «régime d'accumulation». Le simple



fait de référer correctement à la «Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie» (le titre exact a rarement été respecté ... quand il a été mentionné !) était déjà une preuve du souci manifesté par le candidat de s'interroger sur les fondements de la réflexion de l'auteur.

On peut renvoyer notamment au chapitre 24 («Notes finales sur la philosophie sociale à laquelle la théorie générale peut conduire») dans lequel Keynes ne manque pas de souligner que «Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune y est arbitraire et manque d'équité», chapitre qui fait écho aux aspects « extrèmement condamnables à bien des égards » du capitalisme que mentionne Keynes dans cette citation. Cette remarque nous semble d'actualité : les travaux actuels d'Emmanuel Saez et Thomas Piketty le confirment. Tout en soulignant que la citation ici rapportée datait de ... **1926** (très peu de copies l'ont relevé, **quelques-unes ont lu ... 1936 !**), soit avant les dégâts sociaux (dont le chômage de masse, faut-il le rappeler) provoqués par la grande crise des années 30 ... et **10 ans avant la publication de la «Théorie générale...»**, 4 ans avant la publication du «*Treatise on Money*» etc.

#### 4. S'appuyer impérativement sur l'extrait cité pour tenter de définir le capitalisme sous toutes ses dimensions.

Toutes les copies qui ne faisaient quasiment pas référence à la citation (si ce n'est artificiellement en introduction et, au mieux, en s'en souvenant en conclusion mais après l'avoir soigneusement contournée dans le développement) et qui ne tentaient pas d'en expliquer les questionnements sous-jacents de l'auteur sur les plans social (la référence au «mode vie», notion pourtant explicitement au programme des «objets communs au sciences sociales» étant alors superbement ignorée) et politique autant qu'économique, celles-là ne répondaient pas aux attentes.

Pas plus que toutes celles qui ne prenaient même pas la peine de tenter de définir ce concept de capitalisme, en premier lieu en soulignant qu'il désigne un mode d'accumulation du capital qui peut s'entendre soit à des fins productives, activité que louait Keynes valorisant l'entrepreneur au service de la société, à la fois sur le plan matériel de la production de biens ou de services et sur le plan social comme «fournisseur d'emplois». Mais une accumulation du capital peut également s'orienter vers des fins spéculatives ... activité parasite que vilipendait Keynes (condamnant la figure du rentier qu'il convenait d'«euthanasier») et qui semble être la caractéristique majeure du capitalisme d'aujourd'hui, dans un marché mondial des capitaux à circulation totalement débridée (il était ici possible de faire référence aux «Trois D» de la globalisation financière en marche, pour reprendre la formulation de Henri Bourguinat). Ces copies qui évitaient soigneusement la citation ne répondaient pas aux attentes.

On pouvait également opter pour la définition qu'en donne Schumpeter à la fin de



«Capitalisme, socialisme et démocratie» (1ère édition, 1942) : «le système de la libre-entreprise» qui, «en tant que système de valeurs, de mode d'existence et de civilisation, pourrait bien sembler ne plus peser assez lourd pour que l'on se préoccupe de son sort».

**5. Et montrer que Keynes entendait (dès 1926) prévenir les attaques contre le capitalisme, qui pourrait être accusé de parasitisme, pour renforcer la démocratie qu'il lui associait comme régime politique et social garantissant le mieux les libertés individuelles et collectives.**

C'est tout l'enjeu de la citation et de la réflexion de Keynes : comment sauver le capitalisme contre sa tendance spontanée au rejet de la régulation étatique le menant de crise en crise jusqu'au possible rejet global final car incapable, livré à lui-même, de satisfaire aux besoins de toute la population qui dès lors n'aurait plus de raison de le défendre, y compris dans son registre des libertés individuelles (dont celle d'entreprendre, mais ce n'est pas la seule) ?

Si le capitalisme est le «régime économique le plus efficace» selon Keynes (et les taux de croissance élevés et stables des «Trente glorieuses» l'ont démontré, tout comme l'élévation générale du niveau de vie dans les pays capitalistes industrialisés), la suite des événements a montré que la régulation étatique (ou «sociale») n'était pas étrangère à cette réussite en opérant une redistribution des revenus aussi efficace (en terme d'ouverture des débouchés à la production de masse qui rentabilisaient sur le long terme des investissements très lourds atteignant de l'ordre de 20% du PIB, voire plus) que «juste» socialement. Donc en devenant un système acceptable par la grande majorité de la population sous la «conduite sage» des États, dans le cadre d'un compromis économique et social (pour reprendre le vocabulaire des théoriciens de l'école française de la régulation), en l'occurrence un compromis marqué par un partage raisonnable de la valeur ajoutée (V.A.) qui en France s'est traduit dans des proportions approximatives de 68% pour la masse salariale et 32% pour les profits, du moins de 1969 à 1982. Une «forme d'organisation sociale» qui puisse mener toutes les populations à «un mode de vie satisfaisant» donc à un partage plus équitable des richesses devenues abondantes (donc «la pauvreté dans l'abondance» généralisée n'est pas tolérable), tout en dirigeant des capitaux vers la production plutôt que vers la spéculation, ce qui explique que des taux d'accumulation élevés ont malgré tout été rentables (cf. la notion d'«efficacité marginale» du capital forgée par Keynes tout en l'empruntant à l'analyse monétaire de Knut Wicksell).

En résumé, «la fin du laisser-faire» ne signifiait pas pour Keynes la fin du capitalisme (au contraire), mais il préconisait d'opter pour le meilleur moyen collectif (une organisation sociale rationnelle) permettant une meilleure coordination d'agents libres de produire comme ils l'entendent ... pour peu qu'ils soient correctement éclairés (un



«capitalisme sagement conduit», en quelques sorte) dans un marché qui ne produit pas de lui-même toute l'information nécessaire, contrairement aux affirmations de Hayek et des tenants du libéralisme économique anti-interventionniste.

Ce qui invite également à revoir fondamentalement les fonctions des marchés boursiers (voir à ce propos la critique acerbe qu'en fait Frédéric Lordon dans «Le Monde diplomatique» de février 2010, qui se demande même s'il ne faudrait pas «fermer la bourse» ... pour relancer l'économie !) ; et d'une manière générale revoir la place de la finance, qui s'est affranchie de sa fonction primitive, à savoir se mettre au service de l'économie productive.

Puisque les banques d'affaires et autres fonds «d'investissement» qui opèrent sur les marchés boursiers ponctionnent aujourd'hui davantage de valeur aux entreprises cotées (qui sont une infime minorité parmi la multitude des entreprises productives, ne l'oublions pas) qu'elles ne leur apportent de fonds pour financer leurs investissements, du fait de la pratique généralisée des 15% de «ROE» (cette norme de rentabilité exorbitante) et de la dernière innovation du «capitalisme actionnarial» (le *buy back*, soit le rachat de leur propres titres pour en provoquer la hausse artificielle du cours) les bourses sont-elles encore utiles à la survie du capitalisme productif ?

Keynes répondait que oui. Mais il proposait de prendre des mesures radicales pour bloquer leur dérive spéculative : en mettant l'accent sur leur fonction primaire (participer au financement de l'investissement par la collecte de l'épargne orientée vers les entreprises productrices de biens ou de services «réels») et en bridant le marché secondaire, dont la seule fonction est de permettre aux prêteurs (et plus encore aux spéculateurs) de se défaire de leurs engagements de long terme, sous réserve de trouver des suppléants (cf. l'autre métaphore exploitée par Keynes dans le chapitre 12 de la théorie générale, celle du «jeu des chaises musicales»). Les difficultés surgissent en effet lorsque l'activité du marché secondaire l'emporte sur celle du marché primaire, du fait de la domination des intérêts spéculatifs indûment qualifiés d'investissements. Le renvoi au chapitre 12 de la théorie générale («L'état de la prévision à long terme», chapitre qui contient la célèbre métaphore du concours de beauté et qui met l'accent sur les éléments fragiles dont disposent les entrepreneurs pour prendre leurs décisions de production et d'investissement, surtout lorsque les conventions ne sont pas stables) permettait ici de rappeler que Keynes entendait mettre fin à «l'économie (capitaliste) casino» ... pour sauver le capitalisme comme «régime souhaitable».

### **6. Marchés efficacement régulés par la puissance publique garante de l'intérêt général ... ou marchés autorégulés ? Quand Keynes et Schumpeter se rejoignent ... et s'éloignent sur leurs conclusions.**

Mais le plus souvent les candidat(e)s ont simplement assimilé «capitalisme» à «économie de marché», de «concurrence pure et parfaite» bien entendu (mais sans aucune



discussion ; notons au passage qu'il n'était pas non plus nécessaire de développer la théorie de l'exploitation développée par Marx, une allusion rapide suffisant pour en dénoncer les méfaits sociaux) sans aucun souci de présentation des divers modes de régulation du capitalisme. Le «mode de régulation fordiste», avec forte présence étatique et conventions sociales, n'a-t-il pas été la période durant laquelle la croissance a été la plus forte ... durablement comme l'on dit aujourd'hui ? Cela valait la peine de le signaler et de donner quelques ordres de grandeurs : 5 à 6% de taux de croissance annuel contre, au mieux, 2 à 3 % actuellement (mais - 2,4 % en 2009 baisse absolue du PIB français, pour la troisième fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, après 1975 et 1993 ... où le recul n'était que de -1 %).

La question de l'organisation des marchés est donc également posée (quelques rares copies renvoyant à la thèse de Karl Polanyi ont été sur ce point appréciées) : encadrés par des institutions publiques au-dessus des marchés (la monnaie étant certainement le bien public majeur, voire un «fait social total» qui doit être produit, développé et conservé par la puissance publique, et non privée, diffusée largement dans toute l'économie pour permettre aux échanges privés de se dérouler correctement : les renvois aux travaux d'Orléan/Aglietta étaient alors pertinents, dont «*La monnaie entre violence et confiance*») ? Ou auto-régulés ? Dans la seconde occurrence, les acteurs peuvent être surveillés par des agences de notations, privées bien entendu (*Rating Agency, dont Standard & Poor's, Moody's et Fitch*) ... dont on a bien vu comment elles ont (partiellement) été juges et parties, dans le sens où ceux qu'elles notaient étaient également leurs clients ?

On soulignera que peu de temps après la publication de la Théorie générale un autre grand auteur a développé le même type de questionnement : J.A. Schumpeter se demandant (1942) si le capitalisme était aussi efficace que le socialisme (et son économie rationnellement planifiée) et comment il serait possible de sauvegarder la démocratie s'il s'avérait que le capitalisme était moins efficace que le socialisme sur le plan des objectifs qu'il s'était lui-même fixés. Le chômage endémique (voire, croissant rapidement actuellement) est tout de même une manifestation sociale majeure du dérèglement du système macro-économique, encore convenait-il de le chiffrer quelque peu, dans son évolution récente plus particulièrement et en prenant pour exemple le cas de la France mais également d'autres pays européens dont l'actualité montre qu'il y augmente rapidement depuis quelques mois. C'est le cas en Espagne par exemple, où il a doublé en un an atteignant 20% de la population active, ce qui nous rapproche des taux globaux de la grande crise des années 30. Dans un article du Monde daté du dimanche 23/lundi 24 mai 2010 retraçant ses positions, Joseph Stiglitz affirme que les politiques d'austérité qui se mettent en place en Europe «mènent au désastre», que le taux de chômage des jeunes en Grèce approche les 30%, qu'il atteint en Espagne 44% et que des taux de chômage globaux qui pourraient dépasser les 40% dans ces pays ne sont pas exclus si les politiques de rigueur aboutissent, comme c'est largement prévisible, à la récession



(voire à la dépression) du fait d'une forte contraction de la demande intérieure (cf. un article de Laurent Jeanneau dans la revue «Alternatives économiques» de juillet/août 2009, N° 282, pages 34/35 : *Baisse des salaires, la menace déflationniste*) et sans espoir plausible de relais par la demande extérieure (le plan de relance mis en place depuis 6 mois par le Japon est justement marqué par la réorientation des aides publiques vers le soutien de la demande intérieure).

Un ouvrage récent de Daniel Cohen (*La prospérité du vice ; une introduction (inquiète) à l'économie, septembre 2009*) rappelle qu'«une incertitude d'ordre systémique plane sur le capitalisme : sait-il où il va, où il entraîne le monde ?». Bien entendu les correcteurs n'attendaient pas la totalité de ces références, tâche impossible à effectuer en trois heures de temps. Celles-ci sont indiquées pour montrer dans quelles directions la réflexion (et non la «récitation», répétons le) devait se faire : les copies valorisées ont pu produire un questionnement partiel et modeste certes, mais organisé tout en prenant appui sur la pensée de Keynes et ... correctement rédigé.

Ajoutons qu'il ne convenait pas de produire un simple commentaire de la citation mais de construire une réflexion ordonnée selon les principes classiques de la dissertation. La notation a bien entendu tenu compte de la qualité de l'expression : que de fautes de langues dans presque la moitié des copies, grammaticales surtout, mais les fautes lexicales ne sont pas rares et la syntaxe tortueuse ou fantaisiste ne facilitait guère la lecture d'une pensée elle-même peu limpide (lorsqu'elle n'est pas simple récitation). Et pour certaines copies (heureusement rares) c'est tout simplement le graphisme qui est inacceptable : pour être lu ... il faut s'appliquer et former des caractères suffisamment larges et précis !